

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 276

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville de
Saint-Hyacinthe

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ PAR

M. MAURICE DUPRÉ

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

Projet de loi n° 276 (PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe

ATTENDU que la ville de Saint-Hyacinthe a intérêt à ce que sa charte soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 356 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la ville, par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**356.** Tout règlement doit, sous peine de nullité, être précédé d'un avis de motion donné en séance du conseil et être lu lors d'un ajournement ou d'une séance tenue à un jour ultérieur. Un délai de deux jours francs doit s'écouler entre la date de la présentation de l'avis de motion et celle de l'adoption du règlement par le conseil. ».

2. L'article 460 de cette loi est modifiée, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Pour autoriser, moyennant un permis, réglementer ou prohiber les jeux de boules, les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir, les jeux électroniques et les arcades de jeux; ».

3. L'article 460 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

«24° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«25° Pour réglementer les salons de massage. ».

4. L'article 463 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition après le paragraphe 4°, du suivant:

«5° Pour prohiber les dépotoirs dans la ville.

Aux fins du présent paragraphe, le mot « dépotoir » désigne tout endroit où des objets de rebut sont déposés ou accumulés; ce mot comprend notamment un cimetière d'automobiles.

Lorsqu'une infraction à un tel règlement est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines qui y sont prévues:

- a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;
- b) les propriétaires des véhicules qui y sont déposés.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les objets de rebut ou les véhicules dans le dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés, dans un délai de huit jours à compter de la sentence, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du terrain, ou par les propriétaires des véhicules, et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les objets de rebut ou véhicules soient enlevés par la ville aux frais de cette ou de ces personnes. ».

5. L'article 536 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

« Toutefois, la municipalité peut, avec l'autorisation préalable de la Commission municipale du Québec, porter son enchère jusqu'au montant de l'évaluation municipale. ».

6. L'article 569 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **569.** 1. Le conseil peut, dans le but de mettre à sa disposition les deniers dont il a besoin pour toutes les fins de sa compétence, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de roulement », ou en augmenter le montant; à cet effet, il adopte un règlement pour approprier les deniers disponibles dans ses fonds généraux non autrement appropriés, ou à même le surplus de son fonds général, ou pour décréter un emprunt remboursable dans une période n'excédant pas quinze ans.

Un tel règlement ne requiert aucune autre approbation que celles du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec. ».

7. 1. Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement »

afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement.

2. Le conseil dresse à ces fins un budget quinquennal des dépenses de déneigement et approprie annuellement, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale, une somme équivalente à la portion établie à ce budget quinquennal afin de payer les dépenses prévues pour l'année concernée.

3. Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs pour la période s'étendant du premier octobre d'une année au premier mai de l'année suivante; ces dépenses comprennent notamment:

- a) les salaires et les bénéfices marginaux des employés;
- b) les achats de matériaux, de fournitures et de combustibles;
- c) la location d'équipement et d'outillage;
- d) les contrats à forfait;
- e) les coûts de réparation et d'entretien des véhicules et de l'équipement;
- f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;
- g) les versements annuels au fonds de roulement pour le renouvellement et l'achat d'équipement et d'outillage;
- h) le service de la dette relatif aux emprunts faits pour l'achat d'équipement et d'outillage;
- i) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement.

4. Tout surplus ou déficit annuel est reporté d'année en année jusqu'à l'expiration du budget quinquennal. À la fin de cette période, le surplus ou le déficit accumulé fait partie du budget général de l'année suivante.

Cependant, dans le cas d'un déficit prévisible ou courant, le conseil peut, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale de l'année en cours, augmenter sa contribution annuelle d'une somme équivalente à la fraction de ce déficit selon le nombre d'années à écouler au plan quinquennal.

8. 1. Le conseil peut, par règlement, construire, administrer et entretenir un système de conduits souterrains où doivent être pla-

cés: tous les fils de télégraphe, de téléphone, de télévision et d'éclairage électrique; les fils de distribution de force motrice; les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne détenant ou exerçant un droit ou un privilège à la surface, au-dessus ou au-dessous des ruelles privées et des rues, voies, places et ruelles publiques, ces conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes pour répondre amplement aux besoins actuels et, dans la mesure du raisonnable, aux exigences futures; régler généralement l'usage de ce système de conduits.

2. Les règlements déterminant l'usage, l'administration et l'entretien des conduits souterrains entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

3. À mesure que la ville décide de construire des conduits souterrains dans une partie quelconque de son territoire, tout propriétaire de câbles ou de lignes de transmission visé par le paragraphe 1 doit, sur avis à cet effet, lui fournir les renseignements qu'elle lui demande et déclarer quelle portion de ces conduits il désire réserver.

La ville est autorisée à édicter une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à fournir ces renseignements et à faire cette déclaration, à compter du soixantième jour de la réception de cet avis.

4. Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une autre partie intéressée, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville, dans toute affaire se rapportant à ladite entreprise de canalisation.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée, ou de la publication dans un journal diffusé dans la municipalité d'un avis annonçant le fait appelable.

L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

5. Le conseil peut contraindre toute personne possédant, utilisant ou entretenant des poteaux, des fils ou câbles aériens, ou des lignes de transmission, à les faire disparaître et à installer dans les conduits souterrains des fils conducteurs convenables, de la manière qu'il spécifie.

6. Lorsqu'une personne possédant des câbles ou fils aériens dans une rue, ruelle ou place publique refuse de les faire disparaître et d'installer dans les conduits souterrains de la ville des fils conducteurs convenables, la Régie des services publics peut l'y contraindre, sur appel de la ville.

7. La ville est autorisée, par règlement approuvé par la Régie des services publics, à imposer et à percevoir un droit de toute personne utilisant ses conduits souterrains.

9. La ville de Saint-Hyacinthe est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière, d'habitation et de commerce et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

La ville peut exercer le pouvoir prévu au premier alinéa à l'intérieur de son territoire.

Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

10. La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu de l'article 9. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation, de commerce et autres fins accessoires.

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, le démolition et la construction, le cas échéant.

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou de son office municipal d'habitation, ou un autre organisme à buts non lucratifs; dans ce dernier cas, l'autorisation de la Commission municipale du Québec est requise.

11. La ville peut, par résolution, vendre au prix approuvé par la Commission municipale du Québec, à la corporation créée en vertu de l'article 13, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu de la présente loi ou qu'elle possède déjà.

12. La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la

municipalité, les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation formée en vertu de la présente loi.

13. Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que la présente loi confère à la ville.

14. Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.

15. Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

16. À la requête de la corporation constituée sous le régime de la présente loi, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires dans le but de modifier le contenu des lettres patentes visées à l'article 14. Un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

17. Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec, est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21).

18. 1. Le conseil peut, par règlement, définir les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins cinquante places d'affaires et plus de 50% des places d'affaires de cette zone et prévoir la constitution d'une société d'initiative et de développement ayant compétence dans ce district.

2. Une telle société peut promouvoir le développement économique du district, établir des services communs à l'intention de ses membres et de leurs clients, opérer un commerce dans le district, construire et gérer un garage ou un parc de stationnement et exécuter des travaux sur la propriété publique ou privée avec le consentement du propriétaire.

3. Elle peut être formée à la requête de cinq contribuables tenant une place d'affaires dans le district. Cette requête est présentée au conseil de la ville.

4. Dès la réception de cette requête, le conseil ordonne au greffier d'expédier, par poste recommandée ou certifiée, ou de faire signifier à tous les contribuables qui tiennent une place d'affaires dans le district un avis les informant qu'un registre sera ouvert, à une date et en un lieu indiqués, afin de recevoir la signature de ceux qui s'opposent à la formation de la société.

5. Le lieu où le registre est ouvert doit être situé à l'intérieur du district ou à une distance d'au plus deux kilomètres du périmètre de ce district.

6. Le greffier joint à l'avis une indication des limites du district, le nom et l'adresse des contribuables à qui l'avis a été expédié ou signifié et le texte du présent article et de tout règlement s'y rapportant.

7. Le registre est ouvert de 9 heures à 19 heures, le premier mardi qui suit l'expiration d'une période de quinze jours de l'expédition ou de la signification de l'avis ou, s'il s'agit d'un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit.

8. Un contribuable qui n'a pas reçu l'avis du greffier peut signer le registre s'il prouve qu'il tient une place d'affaires dans le district. La procédure d'enregistrement des signatures n'est pas invalide en raison du fait qu'un ou plusieurs contribuables tenant une place d'affaires dans le district n'ont pas reçu l'avis ou que la date d'ouverture du registre suit la date de réception de l'avis d'un délai plus court que le délai mentionné au paragraphe 7.

9. Il ne peut y avoir qu'une seule signature par place d'affaires.

10. Si plus de 50% des contribuables qui tiennent une place d'affaires dans le district signent le registre, la requête est rejetée et une nouvelle requête ne peut être présentée avant l'expiration d'une période de six mois.

11. Si moins de 33% de ces personnes signent le registre, le conseil peut autoriser par résolution la constitution de la société.

12. Si au moins 33% et au plus 50% de ces personnes signent le registre, le greffier expédie par poste recommandée ou certifiée ou fait signifier à tous les contribuables tenant une place d'affaires dans ce district un avis les informant de la tenue d'un scrutin dans les quatre-vingt-dix jours du dépôt de la requête; les règles prévues pour la tenue du registre s'appliquent à la tenue du scrutin.

13. Si plus de 50% des contribuables qui ont voté indiquent qu'ils y sont favorables, le conseil peut autoriser par résolution la constitution de la société; dans le cas contraire, la requête est rejetée et une nouvelle requête ne peut être présentée avant l'expiration d'une période de six mois.

14. La résolution autorisant la constitution de la société indique la dénomination sociale de cette dernière et les limites du district commercial dans lequel elle aura compétence.

15. Le siège social de la société doit être situé dans les limites de la ville.

16. Le greffier doit transmettre au ministre des Institutions financières et Coopératives trois copies certifiées de la résolution autorisant la constitution de la société. Le ministre doit, sur réception de ces trois copies de la résolution,

- en enregistrer une copie certifiée conformément à la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38),

- transmettre au greffier ainsi qu'à la société ou à son représentant autorisé une copie de la résolution ainsi qu'une attestation de son enregistrement, et

- publier, aux frais de la ville, un avis de l'enregistrement de la résolution à la *Gazette officielle du Québec*.

17. À compter de la date de l'enregistrement, la société est une corporation au sens du Code civil.

18. En tant qu'elle est applicable, la partie III de la Loi sur les compagnies, particulièrement les dispositions relatives à la dissolution, régit la société, sous réserve du présent article et du règlement approuvé par le ministre des Institutions financières et Coopératives.

Toutefois, les articles 98 à l'exception des sous-paragraphes *j* et *k* du paragraphe 3, 103 à l'exception du paragraphe 3, 113, 114 et 123 de la partie I de ladite loi s'appliquent en les adaptant, sous réserve du présent article et des règlements du conseil approuvés par le ministre des Institutions financières et Coopératives.

19. Le conseil peut, par règlement, prévoir des dispositions concernant les formalités à suivre pour demander la formation d'une société, sa composition, les responsabilités respectives de l'assemblée générale des membres et du conseil d'administration, et toute matière reliée à son organisation, son fonctionnement et sa dissolution.

Tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent doit être soumis au ministre des Institutions financières et Coopératives, et entre en vigueur à la date de son approbation.

20. Le conseil fixe par règlement toute autre matière relative à la société, notamment les modalités d'établissement, de perception et de remboursement de la cotisation.

Il approuve aussi les règlements de régie interne de la société.

21. Dans les quinze jours suivant la date de l'assemblée d'organisation, la société doit transmettre au ministre des Institutions financières et Coopératives un avis de l'adresse du siège social ainsi que la liste de ses administrateurs.

22. Tous les contribuables qui tiennent une place d'affaires dans le district sont membres de la société et, sous réserve du paragraphe 23, ont un droit de vote à ses assemblées; ils ne possèdent qu'un seul droit de vote par place d'affaires.

23. Lorsqu'une cotisation devient exigible, en totalité ou en partie, seuls les membres qui ont acquitté leur cotisation sont éligibles au conseil d'administration et peuvent exercer leur droit de vote.

24. Le conseil d'administration est formé de neuf personnes dont sept sont élues par l'assemblée générale des membres parmi ces derniers et deux sont désignées, parmi les membres, par le conseil de ville.

25. À une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, la société adopte son budget de fonctionnement ainsi que tout projet comportant des dépenses de nature capitale dont le financement pourra être effectué par emprunt avec l'autorisation de la ville.

26. La ville peut, par règlement soumis à toutes les formalités d'un règlement d'emprunt, garantir le remboursement des emprunts contractés par la société.

27. Dès la réception du budget de fonctionnement, le conseil peut l'approuver après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption et peut décréter, par règlement une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.

28. Les règles régissant le calcul des cotisations des membres, les versements et les dates d'échéance sont établies par règlement, et sont les mêmes pour toutes les sociétés. Ces règles peuvent prévoir une limite maximale au montant ou à la quote-part des cotisations que les membres peuvent avoir à déboursier.

29. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent une place d'affaires le premier jour de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé.

30. Un contribuable qui acquiert une place d'affaires dans le district d'une société, en cours d'exercice financier, devient membre et, dans le cas d'une place d'affaires existante succède aux droits et obligations du contribuable précédent qui cesse alors d'être membre.

31. Le nouveau membre doit aviser par écrit le conseil d'administration de la société à l'effet qu'il représente désormais cette place d'affaires. Le nouveau membre succède aux droits et obligations du contribuable précédent même s'il n'a pas donné l'avis prévu au présent paragraphe.

32. Une cotisation décrétée en vertu du présent article est réputée être une taxe d'affaires spéciale aux fins de sa perception et le directeur du service compétent exerce tous les pouvoirs que lui confère la présente loi à cet égard. Les cotisations perçues, déduction faite des frais de perception, sont remises à la société.

33. À la requête du conseil d'administration d'une société, le conseil peut, par résolution, modifier les limites du district de cette société.

34. Cette requête est présentée au conseil qui décrète une consultation des membres ayant acquitté toute partie exigible de leur cotisation, selon les modalités que le conseil détermine par règlement.

35. En outre, dans le cas d'un agrandissement projeté du district, les contribuables tenant une place d'affaires dans le territoire qui doit s'y ajouter doivent de même être consultés.

36. Pour que la requête soit agréée, elle doit être approuvée par la majorité des personnes ainsi consultées. Dans le cas d'un agrandissement, la requête doit avoir été approuvée par la majorité des membres ainsi que la majorité des contribuables qui tiennent une place d'affaires dans le territoire qui doit s'ajouter.

37. Une requête en modification du district n'est pas recevable si elle a pour effet de réduire à moins de cinquante le nombre de membres de la société.

38. La résolution par laquelle le conseil agréé la requête d'une société a pour effet d'étendre ou de réduire la compétence de la société au district ainsi modifié.

39. Le paragraphe 33 n'empêche pas une société de prévoir, selon les modalités et à des conditions établies dans ses règlements,

l'adhésion volontaire d'une personne qui tient une place d'affaires en dehors des limites du district.

40. La résolution qui modifie les limites du district de la société doit être transmise au ministre des Institutions financières et Coopératives en trois copies certifiées. Sur réception des copies de la résolution le ministre suit, en les adaptant, les procédures prévues au paragraphe 16.

41. Cette modification prend effet à compter de la date d'enregistrement de la résolution.

42. Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux sociétés des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la société prévus à son budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement.

43. Lorsqu'une assemblée générale spéciale est convoquée à la demande des membres pour un objet particulier, il ne peut être tenu une deuxième assemblée relativement au même objet avant l'expiration de l'exercice financier au cours duquel elle est tenue, sauf avec l'accord du conseil d'administration.

44. Aux fins du présent article, l'expression « place d'affaires » comprend tout local ou établissement où s'exerce une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de services, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence, sauf un emploi ou une charge.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de la sanction.